

**Armes à feu****Le prochain gouvernement doit choisir entre ventes d'armes et emplois**

04/09/2019 Nicolas Sohy

## **La question des exportations d'armes est au cœur des débats pour former une majorité en Wallonie. Craignant des licenciements, les syndicats se font entendre. Entre emplois et armement de dictatures, le choix est cornélien...**

Les chiffres sortis hier soir posent de nombreuses questions. Au premier trimestre 2019, les exportations d'armes produites en Wallonie et destinées à l'Arabie saoudite, une dictature impliquée dans la guerre meurtrière du Yémen, ont atteint 45,97 millions d'euros. Celles à destination des Émirats arabes unis, une autre dictature, 2,3 millions. Pour 2018, selon l'**Observatoire des armes wallonnes**, on parle de 182 millions vers le géant arabe et 15 vers les Émirats.

Le sujet est au cœur des dernières discussions entre les probables partenaires du gouvernement wallon qui, entend-on ici et là, pourrait être présenté ce 13 septembre. Alors que le PS et le MR ne défendent pas de position forte et marquée en la matière, Ecolo veut faire cesser le commerce d'armes vers l'Arabie saoudite. Cela aurait de lourdes conséquences au niveau de l'emploi puisque le secteur représente, selon le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (**Grip**) 9.138 jobs directs ou indirects. Sur les antennes de la RTBF, le président de la FGTB-Métal pour Liège et Luxembourg **Thierry Grignard** s'inquiétait lors du rassemblement de ce mardi après-midi à Namur: *"Si nous ne sommes pas rassurés, des actions importantes suivront."* L'ancien patron du syndicat et actuel député PS Marc Goblet a notamment montré son soutien à la FGTB, malgré les discrétions de son parti. Ce qui lui a valu un tweet de Théo Francken: *"En Flandre, nous ne fournissons pas d'armes à l'Arabie saoudite, état qui pratique la charia. En Wallonie, la FGTB en est la plus grande fan. Et on fait la morale aux flamands racistes sur les réfugiés.. . Qui fuient devant leurs armes..."*

## Des ventes problématiques

Choisir entre les armes et les emplois est un choix cornélien. Le criminologue et spécialiste en relations internationale à l'UCLouvain **Michel Liégeois** prend un peu de hauteur: *"Cesser de vendre des armes à certains partenaires commerciaux problématiques ne signifie pas qu'on doit détruire toute notre industrie. Nos clients sont variés. On construit des armes et du matériel à usage militaire à des pays européens et occidentaux. Nos entreprises fournissent aussi l'armée belge ou des polices."* Actuellement, des règles contraignent déjà certaines exportations. Au mois de juin dernier, le **Conseil d'État** a notamment fait annuler une série de licences octroyées à la **FN Herstal** et à l'entreprise **John Cockerill** (es-CMI), faute d'un examen minutieux de la question des droits fondamentaux en Arabie saoudite. Or cette démarche est obligatoire depuis un décret de 2012. Alors pourquoi continue-t-on à en vendre? *"On pourrait penser que légalement, fournir la police saoudienne est légal, car ils ne vont pas faire la guerre au Yémen. L'embargo porte sur l'armement militaire"*, répond l'expert.

## Douce transition

Si les syndicats défendent l'industrie de l'armement, ce n'est pas tellement parce qu'ils soutiennent l'usage de matériel létal. C'est surtout parce que tordre le coût à l'industrie belge aurait un lourd impact économique en Belgique, et un très faible sur les conflits armés dans le monde. Le matériel belge serait en effet responsable de moins de 1 % des exportations mondiales. Michel Liégeois termine: *"Je pense que la solution à long terme se trouve dans les investissements et les choix stratégiques. Il faut développer des technologies et des produits dans lesquels il y a des marchés en suffisance dans des zones non-problématiques. Il existe des marchés au sein de l'Union européenne et des pays démocratiques. On devrait arrêter de flirter avec les limites. Cela prendrait néanmoins du temps pour assurer cette transition... si un tel choix était fait par les entreprises du secteur."* Cela ne suffira évidemment pas à mettre un terme à la guerre au Yémen et à faire respecter les droits de l'Homme en Arabie saoudite, mais la Belgique ne contribuerait au moins plus à ces atrocités.